

**Insécurité et représentation de l'Autre :  
la visite de Red Cloud à Washington en 1870**  
*Susanne Berthier-Foglar*

Les États-Unis se construisaient au 19<sup>ème</sup> siècle autour d'une problématique de la place des blancs d'origine européenne, et en particulier des Anglo-Saxons, dans l'évolution de l'humanité. Ce questionnement sur la hiérarchie des peuples était due principalement au danger que représentait l'Autre, d'abord à cause des vagues d'immigrants qui provenaient graduellement du sud et de l'est de l'Europe, ensuite à cause de l'absence de consensus sur le statut de la population noire, puis enfin à cause du conflit avec les populations indiennes. La question de la supériorité de la population blanche se posait enfin à tous les pays colonisateurs qui devaient justifier leur suprématie. Elle se posait de façon aiguë aux pays eux-mêmes issus de la décolonisation, comme les États-Unis et le Mexique, où il fallait créer un consensus national. Les États-Unis adoptèrent l'idéologie révolutionnaire en proclamant, en théorie, l'égalité et le droit au bonheur dans le deuxième paragraphe de leur Déclaration d'Indépendance. Par ailleurs, la Constitution entérinait l'inégalité des Noirs qui, pour des besoins simplement statistiques, comptaient pour 3/5<sup>ème</sup> d'un blanc, alors que les Indiens n'étaient inclus dans la population que s'ils étaient contribuables, ce qui était plutôt rare à l'époque. Cette exclusion des non-chrétiens et des non-blancs caractérisait, dans les premiers temps de la construction nationale, la représentation que les citoyens américains avaient d'eux-mêmes.

La période comprise entre la fin de la Guerre de Sécession et la fin de la Frontière en 1890 connut de nombreuses guerres indiennes générées par les déplacements massifs de populations euro-américaines sur des terres occupées par les Indiens. L'insécurité physique qui en découlait était souvent imputable aux immigrants eux-mêmes et à la mauvaise gestion de situations conflictuelles explosives par l'armée ou les agents de l'administration. Les années 1870 connurent une véritable prise de conscience de ce phénomène. L'insécurité était aussi le fait de la contradiction entre l'ancienne norme, prônant la supériorité absolue du civilisé sur le sauvage, et les prémisses d'une dynamique du changement qui poussait le groupe normateur euro-américain à remettre en question son idéologie. La trace de cette insécurité à la fois militaire et idéologique dans le discours est à la mesure des enjeux politiques du rejet ou de l'intégration de l'Autre.

La problématique de ce travail, centré autour des techniques utilisées par les rédacteurs d'un grand nombre de documents officiels dans la représentation des Indiens, s'interroge sur le lien entre l'insécurité objective, l'insécurité de la norme sociale et la représentation des Indiens en général et des Sioux en particulier. La première partie comprend un rappel sur la représentation de l'Autre au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle et les politiques mises en œuvre par le président Grant à partir de 1869 envers les peuples d'origine non européenne, politique de reconstruction du Sud et de paix indienne. La seconde partie étudiera un recueil de textes administratifs de

1870, le rapport du *Board of Indian Commissioners*<sup>1</sup> et en particulier la représentation de l'Indien, les techniques de cette représentation, la représentation de l'Autre à travers le filtre de la civilisation euro-américaine et enfin la représentation de l'Autre dans le contexte diplomatique des relations internationales.

### ***L'Autre au 19<sup>ème</sup> siècle : « Negroes, Indians, and other inferior races »***

Si la Guerre de Sécession avait réglé le problème de l'esclavage, le problème noir ne venait que de commencer et les orientations idéologiques présentées douze ans plus tôt dans les débats Lincoln-Douglas marquaient encore l'opinion publique en 1870. Lors des élections sénatoriales de 1858, lorsque le jeune républicain Abraham Lincoln s'opposait au sénateur démocrate sortant, Stephen A. Douglas, ce dernier était convaincu que les document fondateurs de la nation américaine étaient spécifiquement destinés à créer une nation blanche. Tous les signataires de la Déclaration d'Indépendance étaient d'origine anglo-saxonne et de religion protestante, souvent propriétaires d'esclaves ou représentant des électors esclavagistes. D'où le leitmotiv du Sénateur Douglas qui devait rester une constante du discours idéologique américain pendant de nombreuses décennies :

One great evidence that such was their understanding is to be found the fact that at that time every one of the thirteen colonies was a slave-holding colony, every signer of the Declaration represented a slaveholding constituency and we know that no one of them emancipated his slaves, much less offered citizenship to them, when they signed the Declaration ; and yet, if they intended to declare that the negro was the equal of the white man, and entitled by divine right to an equality with him, they were bound, as honest men, that day and hour to have put the negroes on an equality with themselves. Instead of doing so, with uplifted eyes to Heaven they implored the divine blessing upon them, during the seven year' bloody war they had to fight to maintain that Declaration, never dreaming that they were violating divine law by still holding the negroes in bondage and depriving them of equality.<sup>2</sup>

Cependant, le discours des deux opposants dépassait le manichéisme esclavagiste / abolitionniste, d'une part parce que ni l'un ni l'autre des deux orateurs n'était esclavagiste ou abolitionniste et d'autre part parce que, contre toute attente, Lincoln était en faveur de la supériorité de la race blanche :

I ... am in favor of the race to which I belong having the superior position. I have never said anything to the contrary, but ... there is no reason in the world why the negro is not entitled to all the natural rights enumerated in the Declaration of Independence – the right to life, liberty and the pursuit of happiness.<sup>3</sup>

Cette vision de l'Autre chez un politicien que la voix populaire considère au-dessus de tout soupçon, est au cœur de la problématique et éclaire le point de vue des décideurs de l'Amérique dans la mise en place des politiques raciales au 19<sup>ème</sup>

<sup>1</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, Submitted by Colyer, Secretary of the Board, to Delano, Secretary of the Interior, to the President of the United States, to the Senate and House of Representatives, U.S Microforms, Clearwater Publishing Company.

<sup>2</sup> Third Lincoln-Douglas Debate, Jonesboro, September 15, 1858.

<sup>3</sup> Sixth Lincoln-Douglas Debate, Quincy, October 13, 1858.

siècle. D'une façon plus prévisible, Douglas est contre l'octroi de la citoyenneté aux noirs (*I am opposed to Negro citizenship in any and every form*<sup>4</sup>). Pour Douglas, qui ne représentait pas une vision marginale de l'opinion publique, les États-Unis devaient rester fidèles à leurs origines européennes (et probablement anglo-saxonnes, même si le locuteur ne le disait pas explicitement) :

I believe this government was made on the white basis. I believe it was made by white men, for the benefit of white men and their posterity forever, and I am in favor of confining citizenship to white men, men of European birth and descent, instead of conferring it upon Negroes, Indians, and other inferior races.<sup>5</sup>

Après la Guerre de Sécession, les Noirs étant sinon égaux, du moins émancipés, subsista la question indienne. Implicitement, l'infériorité des Indiens était admise puisqu'elle justifiait la mainmise des blancs sur le territoire. De multiples stratagèmes théoriques avaient été utilisés pour assurer que le bon droit était du côté des conquérants, en particulier quatre thèses récurrentes. Il y eut d'abord la théorie du continent vide au moment de la conquête (vidé en fait par les épidémies déclenchées par les premiers découvreurs), puis la théorie de l'animosité naturelle des Indiens justifiant qu'on leur fasse la guerre (en fait, ils étaient parfois ligués aux Anglais contre les Américains dans la guerre d'Indépendance), au 19<sup>ème</sup> siècle apparut la théorie de l'infériorité intellectuelle des Indiens, peuples « primitifs » (thèse rejetée par les milieux scientifiques dès les années 1830-40 mais encore très présente dans le grand public), puis finalement on argua de l'infantilisme des populations indigènes qui représenteraient un état de développement antérieur de l'humanité et qui allaient (grâce aux blancs) atteindre un jour ce même degré de civilisation.

En 1869, le président républicain Ulysses S. Grant entamait son premier mandat. Ce général, diplômé de l'académie militaire de West Point, avait la réputation d'avoir une vision volontariste de la politique. Malgré les scandales de corruption dont sa présidence fut entachée, c'est à Grant que l'on doit la ratification du 15<sup>ème</sup> amendement de la Constitution, interdisant la discrimination raciale dans le processus électoral. C'est aussi lui qui fit passer les *Force Acts* entre 1870 et 1875, lois conférant des pouvoirs étendus aux autorités fédérales en matière de protection des droits constitutionnels des noirs contre le Ku-Klux-Klan.

En ce qui concernait les Indiens, dont la situation était préoccupante après la Guerre de Sécession, le président Grant s'appuya sur le rapport du *Doolittle Committee*, rendu public en 1867, et commandé deux ans plus tôt par le Congrès à James R. Doolittle pour étudier de visu les tribus indiennes dans l'ouest.<sup>6</sup> Ce rapport attira l'attention des militants des causes humanitaires, qui avaient travaillé en faveur de l'abolitionnisme et du bien être moral des soldats pendant la Guerre de Sécession, et qui se trouvaient en quête d'une nouvelle cause à défendre.

Parmi les principales réformes demandées figuraient une meilleure gestion des Affaires Indiennes et la protection des tribus démunies face à l'avancée des blancs

---

<sup>4</sup> First Lincoln-Douglas Debate, Ottawa, August 21, 1858.

<sup>5</sup> First Lincoln-Douglas Debate, Ottawa, August 21, 1858.

<sup>6</sup> Prucha, Francis Paul, *The Great Father, The United States Government and the American Indians*, Lincoln and London : University of Nebraska Press, 1984-1995, p.485-488.

dans des régions métallifères et agricoles. Ces éléments furent à la base de la « politique de la paix » du président Grant qui mit Ely S. Parker, son ancien aide de camp, à la tête des Affaires Indiennes ; c'était la première fois qu'un Indien accédait à cette fonction.<sup>7</sup> Parker était d'origine Seneca, acculturé et convaincu que la seule issue possible était l'accession à la citoyenneté des Indiens. Dans ce but, il fallait les mettre à l'écart du blanc de la Frontière, et de ses influences néfastes et le faire vivre au contact de quelques individus « respectables » de la société dominante. Cette intégration devait être facilitée par la baisse démographique. Toutefois, les thèses discutées dans le débat Lincoln-Douglas étaient, dans une certaine mesure, toujours d'actualité.

### **Le rapport du « Board of Indian Commissioners » de 1870**

Pour prévenir toute corruption et éviter la tentation du détournement de fonds, le lobby des philanthropes humanitaires réussit à mettre en place un organisme de bénévoles chargé de conseiller le président dans sa politique indienne. Ainsi fut créé le *Board of Indian Commissioners*, un petit groupe, composé de moins de dix personnes. Implicitement, celles-ci représentaient l'idéal social de l'époque, des protestants appartenant à diverses Églises, souvent issus d'associations militantes, des hommes d'affaires et des industriels assez aisés pour se permettre d'aborder ce travail sans contrepartie financière. Contrairement aux souhaits de ses membres, cette commission n'eut qu'un pouvoir consultatif.

En 1870 la commission publia son deuxième rapport ; elle rappela que ses buts étaient le maintien de la paix, la promotion de la civilisation et, si possible, le placement des tribus dans des réserves. Les 150 pages du document se composent de rapports de visite dans les tribus, avec des statistiques concernant les populations étudiées, de courriers administratifs avec diverses instances des affaires indiennes, armée, secrétaire de l'Intérieur, et de transcriptions de rencontres avec des chefs indiens. Une grande partie de ce rapport concerne les Sioux dont le premier souci était de préserver leurs terrains de chasse, graduellement perdus devant l'avancée des blancs et la multiplication des voies de passage vers l'ouest. Malgré le traité de Fort Laramie de 1868<sup>8</sup>, garantissant aux Sioux le territoire de leur « Grande Réserve » et des agences auprès desquelles les diverses tribus pouvaient se procurer les biens et des services que devait leur fournir le gouvernement américain, la pression démographique en bordure de leur territoire rendait leur survie difficile.<sup>9</sup>

Red Cloud, le chef des Oglala, une des tribus sioux, obtint l'autorisation de se rendre à Washington pour plaider sa cause, accompagné de 17 autres chefs et de 3 femmes. En 1870, Red Cloud, qui fut un grand guerrier dans sa jeunesse, avait 49 ans; il était alors au faîte de sa puissance et une grande partie de la tribu reconnaissait son autorité face au pouvoir américain. Intransigeant, il avait refusé de signer le traité de Fort Laramie en 1868 tant que les forts de la piste de l'Oregon,

---

<sup>7</sup> Prucha, Francis Paul, *The Great Father, The United States Government and the American Indians*, Lincoln and London : University of Nebraska Press, 1984-1995, p.507-508.

<sup>8</sup> Le texte intégral du traité de Fort Laramie de 1868 a été numérisé par The Avalon Projet at Yale Law School <http://www.yale.edu/lawweb/avalon/ntreaty/ntreaty.html>

<sup>9</sup> Prucha, Francis Paul, *American Indian Treaties, The History of a Political Anomaly*, Berkeley : University of California Press, 1994-1997, p.282-283.

situés sur son territoire, ne seraient pas détruits ; connaisseur des blancs qu'il fréquentait de loin depuis ses 13 ans, il restait pourtant attaché au mode de vie traditionnel des chasseurs nomades.<sup>10</sup>

Lorsqu'il arriva à Washington en 1870, la représentation que les Américains se faisaient des Indiens restait marquée par les thèses énoncées dans le débat Lincoln-Douglas ; races inférieures, ou moins évoluées, les Indiens étaient loin d'être des citoyens du pays. En ce qui concernait les Sioux, leur aura de nation guerrière, suffisamment puissante pour résister à l'écrasement militaire, et le souvenir d'une récente embuscade organisée en 1866, où le capitaine Fetterman et 80 de ses hommes furent attirés à l'extérieur du fort Kearny puis massacrés, scalpés et mutilés, en faisaient des sauvages stéréotypés. Pourtant, le rapport de 1870 ne décrit que très rarement les Indiens comme de « vrais sauvages » ; ils sont bien plus souvent de « pauvres Indiens » qu'il fallait sauver et civiliser. Plus ambiguë est la représentation de Red Cloud ; le rapport a voulu en faire l'ambassadeur d'une nation étrangère en visite officielle dans la capitale tout en laissant transparaître qu'il était simple chef de tribu, exotique et parfois pathétique, à la merci du gouvernement américain.

Malgré ce récent massacre imputable aux Sioux, le terme de sauvages (*savages*), omniprésent dans des textes plus anciens, est réservé dans ce rapport de 1870 à ceux qui refusaient tout contact pacifique avec les blancs, ce sont les « vrais sauvages » (*wild Indians*), par exemple les Apaches.<sup>11</sup> Les rapporteurs, malgré leur volonté d'établir des contacts avec ces tribus, considéraient ces Indiens-là comme dangereux, « sauvages, barbares et sans principes moraux » :

The Southern Apaches ... have ... shown themselves to be the most savage, barbarous, and unprincipled Indians on this continent. Their exploits in the way of murder, robberies, and torture, are unparalleled in the history of any other tribe of Indians. They have robbed mails, burned stage coaches and stage passengers and other prisoners who have fallen in their power.<sup>12</sup>

Restreindre l'utilisation du terme « sauvages » aux Apaches était typique de la vision des citadins des grandes villes de l'est du pays éloignées de l'insécurité que pouvait ressentir le colon de la Frontière pour lequel la notion de dangerosité s'étendait à toutes les tribus qui n'étaient pas dûment parquées et contrôlées. La désignation de réserves et la séparation des populations immigrantes et indiennes figuraient d'ailleurs parmi les buts principaux de la commission.

Toutes les tribus n'étaient pourtant pas des nations guerrières ; certaines étaient même réduites à l'impuissance au point que leur seule subsistance provenait des fonds fédéraux et la gestion de leur protection s'apparentait à un travail purement humanitaire. On reconnaît dans le rapport de 1870, un discours comparable à celui des ONG (organisations non-gouvernementales) d'aujourd'hui. Les rapporteurs avaient conscience du lien entre la distribution d'aide humanitaire et l'efficacité du prosélytisme des Églises (*Whoever comes to the poor Indian with goods and food*

---

<sup>10</sup> Larson, Robert W., *Red Cloud, Warrior-Statesman of the Lakota Sioux*, Norman : University of Oklahoma Press, 1997.

<sup>11</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.9-10.

<sup>12</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.106.

*and protection, to him will he turn and listen*<sup>13</sup>). Ils en conclurent que l'agent indien ne devait pas être un officier de l'armée, mais le missionnaire d'une Église chrétienne.

Au vu de cette constatation, Vincent Colyer, secrétaire de la commission, proposa d'ailleurs de répartir les tribus entre les diverses Églises protestantes, en laissant, pour des raisons historiques, quelques régions aux catholiques. Le mécontentement général suscité par cette proposition, de la part des Églises qui se voyaient lésées, donna lieu à un marchandage serré pour l'occupation des zones d'influence. Ce discours humanitaire reflète la représentation des Indiens dans une position d'infériorité par rapport aux décideurs ; ils étaient de fait des pupilles de la nation (*wards of the government*). Dans la répartition territoriale des Églises, leur voix était le plus souvent insignifiante.

Ces « pupilles de la nation » étaient souvent comparés à des enfants maltraités dont il fallait regagner la confiance. Ainsi, les Osages, qui avaient signé sans le comprendre un traité les dépouillant de leurs terres en faveur d'une compagnie de chemins de fer, avaient perdu toute confiance dans les négociateurs venus de Washington. Lorsque Colyer tenta de faire annuler ce traité par le gouvernement, il dut avant tout amadouer les chefs de la tribu.<sup>14</sup>

En père sévère, Colyer savait aussi se fâcher ; le rapport transcrit ses moments de colère peu flatteurs, et indignes d'un philanthrope chrétien, dans le but probable de conférer une image d'hommes à poigne aux membres de la commission souvent accusés de prendre à tout prix le parti des Indiens. Ainsi, au moment de la signature d'un traité avec les Osages, Colyer était pressé ; il avait un train à prendre et Waw-tan-ka, un des chefs de la tribu était furieux devant cette manœuvre visant à lui soutirer une signature sans le temps de réflexion habituel. Le rapport donne la réponse de Colyer :

The result and validity of it is the same whether you sign it or not. I have no time to talk. Either sign it or let it alone, just as you please.<sup>15</sup>

Ce qui n'empêchait pas Colyer d'affirmer dans une lettre adressée ensuite au secrétaire de l'Intérieur que la négociation s'était déroulée dans un très bon esprit (*the best of feelings*<sup>16</sup>). Pourtant, il ne distribua pas de cadeaux cette fois là, jugeant le traité suffisamment avantageux pour les Indiens.

La théorie selon laquelle les Indiens étaient une race primitive en voie d'évolution justifiait la tutelle de Washington sur ces peuples et expliquait pourquoi la communication avec eux devait utiliser des termes à connotation infantile. Ainsi, même un document officiel, comme le rapport du *Board of Indian Commissioners*, utilisait ces termes puérils : le Grand Père (*Great Father*) est le Président des États-Unis alors que les Indiens sont ses enfants (*children*). L'origine en remonte aux liens de parentèle typiques des familles étendues, où le terme « enfants » n'était pas restreint aux descendants d'un couple parental et où, par extension, un chef pouvait désigner par ce terme tous les membres de la tribu sur laquelle il avait autorité. Cette

<sup>13</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.96.

<sup>14</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.3-4.

<sup>15</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.82.

<sup>16</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.82.

habitude fut reprise par les blancs pour lesquels elle représentait une réalité différente dénotant un état d'infériorité immanent plutôt qu'une reconnaissance de suzeraineté

Tous les niveaux hiérarchiques de l'administration américaine furent soumis à cette représentation linguistique. Le secrétaire de l'Intérieur, Cox, expliqua que le Général Sherman était « notre grand soldat » (*our great soldier*<sup>17</sup>). Parker, le Commissaire aux Affaires Indiennes, présenta le secrétaire de l'Intérieur, Cox, comme faisant partie du « conseil du « Grand Père » (*the Secretary, who belongs to the council of the Great Father*<sup>18</sup>). Parfois ce discours infantile était pratique pour cacher une imprécision voulue : lorsqu'il fallut calmer les Sioux, qui redoutaient l'afflux des chercheurs d'or dans les Dakotas, le Secrétaire de l'Intérieur, soucieux de montrer sa bonne volonté, annonça à Red Cloud qu'il avait demandé « plein d'argent » au Congrès (*plenty of money*<sup>19</sup>) pour nourrir les Indiens qui perdaient leurs terrains de chasse. Les Indiens connaissaient pourtant les chiffres.

Malgré le vocabulaire infantile en usage dans les relations entre le gouvernement et les tribus, le rapport de 1870 indique que les Indiens avaient une connaissance suffisante des pratiques juridiques anglo-américaines en vigueur pour savoir, qu'à la signature d'un traité, chaque chef signataire devait recevoir sa copie du traité, même s'il ne savait pas lire, car l'écrit faisait foi.<sup>20</sup> Ils comprenaient vite qui, parmi les blancs, agents indiens, commerçants, militaires, ne les grugeaient pas lors de la lecture des documents écrits sur lesquels ils apposaient leur marque.

On peut penser que les Indiens connaissaient la hiérarchie de l'administration américaine ainsi que les termes exacts pour désigner le Président, le Secrétaire de l'Intérieur, le Commissaire aux Affaires Indiennes et le Congrès. En tout cas, Red Cloud en savait suffisamment sur l'organigramme hiérarchique de l'administration américaine pour être furieux, trois jours après son arrivée à Washington, de n'avoir rencontré que des subalternes, alors que le « Grand Père » lui-même ne s'était pas déplacé pour venir le voir.<sup>21</sup>

L'histoire démontre que les tribus ayant cohabité avec les sociétés d'origine européenne avaient en général adopté, du moins en apparence, leur organisation politique et administrative tout en la considérant comme un système étranger pour lequel ils utilisaient des termes de la langue étrangère. Pour répondre aux attentes des envahisseurs, les tribus du sud-ouest (Pueblos, Mayos, Yaquis...) avaient mis en place, dès le 17<sup>ème</sup> siècle, une administration tribale de type espagnol en transposant les termes espagnols dans leur langue, sans effort d'adaptation, pour signifier qu'ils représentaient des réalités étrangères. Ainsi, les Espagnols désignaient parmi les membres de chaque tribu ceux qui allaient être gouverneur, gouverneurs adjoints, membres du conseil (*regidores*), shérif (*alguacil*), responsable des canaux d'irrigation (*mayordomo*), responsable de l'entretien de l'église (*fiscal*).<sup>22</sup> Par ailleurs, l'ancienne organisation tribale, largement théocratique, subsistait de façon occulte, protégée,

<sup>17</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.40.

<sup>18</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.38.

<sup>19</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.40.

<sup>20</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.80.

<sup>21</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.39.

<sup>22</sup> Spicer, Edward, *Cycles of Conquest*, Tucson : University of Arizona Press, 1962-1989, p.390-393.

souvent jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle, par l'utilisation de la langue d'origine dans l'appellation comme dans l'exercice de la fonction.

De la part des blancs du 19<sup>ème</sup> siècle, ce « parler indien » était assez ambiguë ; en surface il dénotait une volonté de maintenir les Indiens dans un état d'infériorité en affichant leur méconnaissance de l'usage linguistique habituel, mais il témoignait aussi d'une capacité d'adaptation des rapporteurs qui savaient utiliser des termes qu'ils pensaient être idiomatiques. On peut même y voir de façon plus insidieuse, le fantasme de vivre l'altérité indienne à travers ce que les administrateurs imaginaient être son langage. Il est d'ailleurs curieux de voir l'Indien Parker, utiliser ce même langage, dans le but probable de montrer à quel point il était intégré dans la société *mainstream*. On remarque que les blancs de la frontière n'utilisaient pas ces termes. Avec les tribus plus acculturées, comme les Cherokees, les membres du *Board of Indian Commissioners* ne pouvaient plus utiliser ce langage infantile. Le Congrès de cette tribu, reçut des rapporteurs étonnés de voir des institutions semblables aux leurs :

We were gratified and deeply interested in a visit to the legislature of the Cherokee Nation, convened at Talequah, consisting of a senate and lower house, a governor, or chief, and council. We were kindly received in a joint session of both houses, and witnessed a display of talents, ability, intelligence, and dignity in the management of business becoming any legislative body of white men.<sup>23</sup>

La tribu, consciente de l'importance économique qu'allaient prendre les moyens de communication dans les années 1870, demanda ainsi le droit de construire elle-même une ligne de chemin de fer à travers ses terres.<sup>24</sup> Dans la même veine, William P. Ross, un des dirigeants cherokees, exposa aux membres de la commission son plan de financement des écoles sur le territoire de la tribu « à l'aide des intérêts des fonds investis en actions américaines » (*schools supported by the interest of funds invested in the United States stocks*<sup>25</sup>), un langage plus typique de la finance que des Indiens.

Les rapporteurs devaient avoir l'impression de traiter avec une quelconque municipalité américaine sans que l'indianité des interlocuteurs ne fasse obstacle à la compréhension mutuelle. Les Cherokees qui, dans leur région d'origine, la Géorgie, avaient adopté le mode de vie du planteur blanc avaient été esclavagistes. Après l'émancipation des esclaves, les rapporteurs notaient que les « Cherokees et les Noirs [avaient] les mêmes droits »<sup>26</sup> mais que leurs écoles maintenaient la ségrégation. Sur les 48 écoles que la tribu possédait en 1870, 3 étaient réservées aux noirs<sup>27</sup>, ce que les rapporteurs trouvaient très judicieux ; les Cherokees étaient finalement très *mainstream*. Dans ce contexte, les rapporteurs de la commission ne pouvaient pas utiliser le vocabulaire puéril qu'ils employaient avec les Sioux.

Le rapport avait pour but de donner une représentation qui se voulait objective de la situation des Indiens. Avec les Cherokees, les rapporteurs parlaient anglais, une langue que ces Indiens pratiquaient depuis le début du 19<sup>ème</sup> siècle. Sous l'impulsion

<sup>23</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.26.

<sup>24</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.87.

<sup>25</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.113-143.

<sup>26</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.141.

<sup>27</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.134.



du chef Sequoia, qui avait inventé une transcription de la langue, la tribu avait même imprimé un journal bilingue cherokee-anglais. Tous les dirigeants de cette tribu savaient donc lire, écrire et parler anglais. Ce qui n'était pas le cas des Sioux où chaque entrevue nécessitait la présence d'un ou de plusieurs interprètes ; le rapport mentionne toujours leur nom et parfois des doutes quant à leur fiabilité. La représentation de l'Autre souffre ainsi d'une faille importante.

Parfois, lorsqu'il était possible d'éviter la traduction, ou de rendre aux personnages un peu de leur altérité linguistique, le rapport de 1870 donne le nom d'origine des Indiens participant aux entrevues, en plus de la traduction. De cette façon, la langue de l'autre existait ; elle n'était pas considérée comme un magma confus et incompréhensible d'où émergeaient des sons désagréables, comme il était courant de le penser au 19<sup>ème</sup> siècle.

La difficulté de trouver les interprètes adéquats apparaissait lorsque les membres de la commission devaient passer par une langue tierce ; cas finalement assez fréquent et source de déperdition de sens. Lors d'une rencontre pour laquelle ils n'avaient pas d'interprète cheyenne-anglais, ils durent passer par le sioux à l'aide d'un interprète indien sourd et d'un jeune cheyenne (*interpretation from the Cheyenne to English through Sioux with a deaf Indian interpreter and a Cheyenne boy*<sup>28</sup>). La fiabilité de la traduction était continuellement remise en question, par les Indiens, qui menaçaient de tabasser un interprète dont ils avaient perçu après coup les infidélités de la traduction (*lying interpreter almost clubbed down by Indians*<sup>29</sup>) et par les blancs, qui notaient soigneusement dans le rapport que telle partie du discours indien n'avait pas pu être transcrite faute d'avoir été comprise.<sup>30</sup>

Cependant, quelques Indiens connaissaient un peu l'anglais et, en lisant entre les lignes du rapport, on se demande dans quelle mesure certains Sioux ne feignaient pas la non-compréhension. Lorsque, par exemple, le directeur du *Board of Indian Commissioners* se rendit en visite dans l'ouest et qu'il devait rencontrer Red Cloud au Fort Laramie, il tint à préciser au chef Indien qu'il ne devait pas venir en grand groupe, car il n'y aurait pas suffisamment de nourriture et de cadeaux. Les Indiens affluèrent en masse et la nourriture manqua. Les membres de la commission durent demander une aide d'urgence aux autorités, un des chefs, Man-afraid-of-his-horses, faisant remarquer qu'on ne pouvait pas parler avec l'estomac vide (*Man-afraid-of-his-horses could not talk on an empty stomach*<sup>31</sup>). On a aussi l'impression que les rapporteurs voulaient bien être dupes.

Après la traduction, une autre faille de taille dans la représentation de l'Autre, est le passage de l'oral à l'écrit. Les transcriptions d'entrevues étaient censées être un reflet fidèle des discours, dans la mesure où elles allaient parfois jusqu'à indiquer les interjections de l'assistance entre crochets et à oraliser les interventions des orateurs. Toutefois, ces transcriptions alternent, sans le spécifier, la forme condensée et la transcription en temps réel, ce qui influe sur la perception de la réalité.

---

<sup>28</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.68.

<sup>29</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.64.

<sup>30</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.69.

<sup>31</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.60.

Ainsi, certaines parties du rapport sont très longues par rapport à la quantité d'informations véhiculée. Il s'agit de transcriptions de discussions montrant l'importance des problèmes abordés pour les Indiens (présence de la piste transcontinentale de sur leurs terres, localisation d'un fort). Cette insistance était visiblement destinée à l'attention des décideurs de Washington. De même, le nombre de documents annexes sur un même sujet, copies de lettres, avis de personnes influentes, participait à cette même manipulation de la réalité.

Une autre forme de manipulation allant jusqu'à la réécriture, est plus difficile à mettre en évidence. Le lecteur a l'impression que le discours majeur du chef Red Cloud, un discours en apparence simplement transcrit, a été modifié dans le but d'une représentation plus médiatique de l'Indien. On se rappelle le célèbre discours prononcé par le chef Seattle en 1854, publié plus de 30 ans après dans un quotidien à partir des notes d'un des auditeurs, réécrit dans les années 1970 pour l'orienter vers une vision de l'indien écologiste<sup>32</sup>. Cette tentation de manipulation dans la représentation de l'Autre, pour son bien, signe d'une certaine insécurité dans la position des rapporteurs, et plausible. Cependant, pour ce qui est du discours de Red Cloud, nous savons que la date de publication est bien 1870, mais la qualité poétique du discours, sa longueur ainsi que la pertinence des exemples en font un écrit hors normes dont on se demande comment il a pu être traduit en interprétation simultanée ou consécutive. En 1870, la mythification de l'Indien des Plaines, noble guerrier défendant son territoire, en était à ses débuts mais elle a pu avoir une influence sur le discours suivant :

The Great Spirit has seen me naked; and my Great Father, I have fought against him. I offered my prayers to the Great Spirit so I could come here safe. Look at me, I was raised on this land where the sun rises – now I have come from where the sun sets. Whose voice was first sounded on this land? The voice of the red people, who had but bows and arrows. The Great Father says he is good and kind to us. I don't think so. I am good to his white people. From the word sent me I have come all the way to his home. My face is red; yours is white. The Great Spirit has made you to read and write, but not me. I have not learned. I come here to tell my Great Father what I do not like in my country. You are all close to my Great Father, and are a great many chiefs. The men the Great Father sends to us have no sense – no heart. What has been done in my country I did not want, did not ask for it; white people going through my country. Father, have you, or any of your friends here, got children? Do you want to raise them? Look at me; I come here with all these young men. All of them have children and want to raise them. The white children have surrounded me and left me nothing but an island. When we first had this land we were strong now are melting like snow on the hillside, while you are grown like spring grass. Now I have come a long distance to my Great Father's House – see if I have left any blood in his land when I go. When the white man comes in my country he leaves a trail of blood behind him. Tell the Great Father to move Fort Fetterman away and we will have no more trouble. I have two mountains in that country – the Black Hills and the Big Horn Mountains. I want the Great Father to make no roads through them. I have told these things three times; now I have come to tell them the fourth time.<sup>33</sup>

Il semble que ce discours puisse être, au mieux, un composite de phrases effectivement prononcées par Red Cloud et compilées par les rapporteurs pour

<sup>32</sup> Krech, Shepard III. *The Ecological Indian. Myth and History*. New York: Norton, 1999. 214.

<sup>33</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.41.

donner plus de force à la demande finale du chef qui veut qu'on détruise le fort dans les montagnes et qu'on ne trace pas de pistes à travers son territoire. Tous les grands thèmes des revendications indiennes y sont abordés : l'antériorité des Indiens sur le territoire d'est en ouest - la migration des Sioux vers l'ouest s'était faite dans la jeunesse de Red Cloud - la différence et les similitudes entre les blancs et les Indiens, la baisse de la démographie indienne face à la pression des immigrants. En outre, le stéréotype des comparaisons basées sur la nature - la fonte des neiges, l'herbe qui pousse au printemps – figure en bonne place dans le discours.

Ce discours atypique de Red Cloud pourrait être un exemple de la représentation de l'Autre selon les modalités de la civilisation des rapporteurs. D'autres passages montrent que, malgré une attitude plus ouverte à des cultures différentes, les membres du *Board of Indian Commissioners* avaient une idée bien précise sur la civilisation que les Indiens devaient graduellement accepter. Elle passait par les écoles, et plus particulièrement les pensionnats, où les enfants très jeunes apprenaient l'anglais et les travaux manuels avant que l'emprise de leur famille et de leur tribu ne soit trop forte.

Le rapport souligne que les Indiens se mettaient enfin à accepter la « vraie » médecine des blancs en remplacement de la « sorcellerie » traditionnelle.<sup>34</sup> Le seul obstacle à la visite chez le médecin aurait été le coût de la consultation, 20\$ en 1869. Ce prix, dans le même ordre de grandeur que ce qui est pratiqué aujourd'hui, semble excessivement élevé. Pour cette raison, et parce qu'il fallait favoriser l'acceptation du médecin, les traités, comme celui de Fort Laramie de 1868 (Article 4), prévoyaient souvent d'en mettre un à la disposition des tribus.

Pour éviter de perpétuer des croyances païennes et archaïques, les rapporteurs appréciaient la punition sévère de tout acte de « sorcellerie » et relevaient dans les documents officiels des Choctaws un parallèle entre les statuts de cette tribu et la politique des Puritains de Salem au 17<sup>ème</sup> siècle :

The following extract from the printed statutes shows that the Choctaws are somewhat in advance of our Puritan fathers:

"Any person who shall kill another for a witch or wizard shall suffer death. And any person who shall publicly state that he himself, or she herself, is a witch or wizard; or shall say that such a person or persons are witches or wizards, and he or she knows it to be so, shall receive sixty lashes on the bare back;"

Of course, in this enlightened law it will be seen how history repeats itself, and how the star of empire has been moving westward since Bishop Berkeley's day."<sup>35</sup>

Cet extrait indique d'une part que les Indiens étaient considérés comme des peuples sur le chemin de l'évolution, n'ayant que deux siècles de retard sur les États-Unis dans le domaine de la répression de la sorcellerie, et d'autre part qu'ils participaient à la dynamique de l'avancée de la civilisation vers l'ouest, théorie en vogue à partir du 18<sup>ème</sup> siècle et popularisée par les vers de Berkeley, *Westward the course of Empire takes its way*, cité dans sa version modifiée par le président John Quincy

<sup>34</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.52.

<sup>35</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.139.

Adams où « course » était devenu « star ».<sup>36</sup> Cependant, de par leur culture chrétienne militante, les rapporteurs étaient incapables d'étudier plus précisément ces pratiques qu'ils qualifiaient par le terme générique et chargé de « sorcellerie ». Ils ne pouvaient donc pas préciser si elles relevaient du domaine de la médecine, de la psychologie ou de la religion et si elles devaient avoir un effet sur la condition physique ou psychique des personnes ou sur tout autre état dont le contrôle échappait à l'homme.

La représentation de l'Autre à travers ses croyances et mythologies ne sera entreprise qu'une décennie plus tard avec l'invention de l'ethnologie. De toutes façons, la méthodologie des rapporteurs et le but de leur intervention étaient contraires à une étude culturelle des Indiens. Lorsqu'ils se hasardaient à formuler une opinion sur la littérature, je suppose orale, et sur les pratiques culturelles des tribus visitées dans les Plaines, ils mentionnaient en passant que rien ne subsistait du passé (*no remnants*<sup>37</sup>), ce qui semble être la conclusion rapide d'une visite très brève.

Un des buts était d'apporter la civilisation euro-américaine aux Indiens. Pour cela, il fallait des moyens et le rapport, comme tous les documents officiels de la période fait état de la pauvreté extrême des agences indiennes (bâtiments délabrés, toits enfoncés, murs fissurés, absence d'outils). Il mentionne aussi le gaspillage et de la malhonnêteté de certains officiels, et c'est probablement pour restreindre le pouvoir du *Board of Indian Commissioners* que cette commission n'avait obtenu qu'un rôle consultatif au sein du gouvernement.

Face aux Indiens et à leur culture « inférieure » les rapporteurs avaient conscience de la nécessité de mettre en pratique les valeurs morales et chrétiennes sur lesquelles se fondait, du moins en théorie, la civilisation de l'homme blanc. Ils insistent sur la nécessité de représenter leur gouvernement comme un exemple d'honnêteté, comme s'ils devaient réaffirmer la représentation qu'ils se faisaient de leur propre civilisation pour justifier l'acculturation des Indiens. L'honnêteté et la malhonnêteté des blancs dans les Affaires Indiennes pourraient faire l'objet d'un chapitre entier. Les descriptions stéréotypées de blancs « respectables », vivant en famille au milieu des Indiens pour les évangéliser, opposés aux blancs corrompus grugeant l'Indien abondent dans le rapport de 1870.

Tirer profit des Indiens était devenu trop facile, les paiements en espèces étaient en partie détournés pour couvrir les frais divers des agents effectuant la transmission des fonds. Un des rapporteurs, le Quaker, John D. Lang, dont c'était une des premières missions sur le terrain, assista impuissant à une scène de détournement de fonds. L'agent indien, responsable du paiement, déduisait de la somme remise aux Indiens des honoraires et autres frais dont il ne mentionnait pas le détail. Dans le rapport qu'il adressa à son supérieur hiérarchique, Lang donna sa version des faits dans l'espoir de voir l'administration réagir :

I went from this tribe [the Ottawas] to the neighborhood of the Quapaws and the agency, where \$90,000 was to be paid to them, to the Senecas, Shawnees, &c.,

<sup>36</sup> Stephanson, Anders, *Manifest Destiny, American Expansion and the Empire of Right*, New York : Hill and Wang, 1995-1999, p.18.

<sup>37</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.142.

and soon found here was to be trouble... We learned there was a demand for \$30,000, one-third of the amount due these small tribes. I had previously ascertained that these Indians were very poor and needy, more so than any I had seen before, and needed every dollar to pay for provisions to support live. The claim agent was called General Blunt. He pressed his claim for services, as attorney or agent, for \$30,000, only 33 ½ per cent... Before the payment commenced, he called the attention of the Indians and others present and made a speech, which reflected hard upon our Government, and at the same time attempted to prove that no one but himself could have carried this matter through and obtained this honest debt for the Indians; that \$30,000 would not give him much, as he had already paid out \$6,000, and expected to be called upon for \$10,000 more, (to whom was this paid, and to be paid?).<sup>38</sup>

Lorsque les traités prévoyaient une compensation matérielle annuelle (*annuity goods*) en échange du territoire, une malversation fréquente était de livrer des biens de qualité inférieure à ceux qui étaient facturés, la différence étant partagée entre le fournisseur et l'agent indien. Parfois les agents indiens chargés de distribuer les biens en retenant une partie pour leur usage personnel. Les rapporteurs du *Board of Indian Commissioners* devaient, sur ordre du Président Grant, mettre fin à cette pratique en contrôlant chaque livraison, en comparant les échantillons, remis par le fournisseur lors de la commande, avec la totalité des produits livrés, ce qui représentait un travail énorme. Le fait que les membres de la commission n'avaient pas d'intérêt financier dans la transaction évitait les tentations de détournement de biens et de fonds.

La livraison des biens à Red Cloud en territoire sioux, le 7 octobre 1870, en présence des membres de la commission, est décrite par plusieurs textes du rapport pour en souligner l'importance et aussi parce qu'il s'agissait d'une opération d'envergure. Tout d'abord l'arrivée des marchandises de New York fut l'objet d'une grande fête populaire. Etaient présents les rapporteurs, la hiérarchie militaire du territoire, de simples citoyens et leur épouse, ainsi que les chefs des divers groupes sous l'autorité de Red Cloud, les hommes, les femmes et les enfants, 5000 Indiens en tout, selon les estimations de l'interprète John Richards. Les rapporteurs ouvrirent alors chaque caisse et chaque ballot pour vérifier si l'inventaire de la livraison correspondait bien à la commande, Robert Campbell, négociant et banquier à St Louis, comparant chaque cotonnade ou lainage à l'échantillon de référence.<sup>39</sup>

Le rapport relève les réactions de Red Cloud, heureux de voir que les membres de la commission prenaient leur travail à cœur. Il note aussi les remarques des Indiens sur les produits livrés : ils n'aimaient pas les casseroles, préférant les chaudrons de l'armée, n'appréciaient pas les couvertures blanches, la prochaine fois il leur en faudrait des noires, n'avaient pas grande utilité pour les manteaux, aimeraient recevoir le tissu en balles, et les chapeaux (le bordereau en mentionne 500) devraient être remplacés par autre chose. Enfin, les chefs indiens, dont aucun ne savait écrire, devaient signer le bordereau de livraison qui porte les « marques » de Red Cloud, Red Dog, Long Wolf, Man-Afraid-of-His-Horses, American Horse et Yellow Bear.

---

<sup>38</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.24.

<sup>39</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.69-70.

Le choix des produits livrés indique la volonté de transmettre une culture par le biais des biens matériels : les chapeaux, les 620 chemises en flanelle et les manteaux devaient civiliser la tribu. On remarque, toutefois, que les Indiens ne critiquaient pas les chemises en flanelle, signe d'un certain degré d'acculturation. Parfois on leur envoyait aussi des chaussures, pour leur faire abandonner les mocassins, mais elles étaient tellement peu pratiques que même les trappeurs blancs préféraient les mocassins. Dans le même esprit, d'autres livraisons de la même époque contenaient des robes ou des accessoires féminins inutiles pour les chasseurs nomades, ce qui donnait lieu à des scènes d'hilarité générale parmi les soldats des forts lorsque les hommes se paraient d'un article destiné aux femmes.

Plus insidieusement, le tissu, matière brute, fut immédiatement accepté à cause du gain de temps qu'il représentait pour la tribu. Pour les Sioux, il remplaçait la peau de bête, de plus en plus difficile à obtenir. Les tribus qui avaient une tradition de la couture sur peau transposaient facilement cette technique au tissu et, étape supplémentaire de la déculturation, utilisaient les patrons de vêtements occidentaux que leur donnaient les femmes des missionnaires. Le tissu fut parfois détourné, les Navajos détissaient un textile espagnol rouge (bayeta) pour récupérer les fibres qu'ils préféraient utiliser dans leurs propres créations, les *chief blankets* à rayures et losanges blancs, noirs, rouges. Des tribus plus acculturées adoptèrent le patchwork et le quilt. Ainsi, les Indiens de l'Oklahoma se spécialisèrent dans un motif d'étoile géante particulièrement complexe dans sa géométrie et sa réalisation. Les Seminoles inventèrent un type de patchwork à base de rayures d'abord réalisées en assemblant des rubans puis découpées et réassemblées, encore connu sous le nom de « Seminole patchwork ». Chez les Sioux, la déculturation prit du temps. Les couvertures remplacèrent la peau de bison devenant rare mais elles étaient utilisées telles quelles sans transformation, portées sur les épaules, comme une peau de bête, au point que jusque vers le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, les Indiens traditionnels étaient pour les blancs des « Indiens à couverture » (*blanket Indians*).

Les membres de la commission se représentaient l'Indien selon les modalités de leur propre civilisation ; nous avons vu qu'il était considéré souhaitable pour lui d'être scolarisé et d'abandonner ses croyances. Les valeurs morales, et en particulier l'honnêteté des Américains avec lesquels il était en contact, devaient naturellement lui montrer l'exemple du chemin à suivre dans l'acculturation. Les Américains de la Frontière, que l'Indien pouvait côtoyer en 1870, n'étaient pas les meilleurs exemples de la civilisation occidentale. Ce n'est qu'au 20<sup>ème</sup> siècle que la Frontière acquerra une connotation positive. Pour les rapporteurs, l'Américain de la Frontière était sans convictions religieuses, prêt à tout pour réussir, a quasi absence de pouvoirs publics et religieux ouvrant la porte à toutes les violences et à tous les vices. De plus, cet Américain de la Frontière considérait que la seule politique indienne acceptable était l'extermination.<sup>40</sup>

L'amoralité de la Frontière était si bien ancrée dans les esprits qu'il semblait souhaitable aux rapporteurs que les missionnaires auprès des Indiens proviennent de l'est du Mississippi. La raison officielle était que les organismes religieux devaient les connaître et puissent leur faire confiance ; la raison cachée pourrait très bien être

---

<sup>40</sup> Utley, Robert M., *The Indian Frontier of the American West 1846-1890*, Albuquerque : University of New Mexico Press, 1984-1993, p.102.

la méfiance des gens de l'est envers les habitants de la Frontière.<sup>41</sup> Dans l'esprit des rapporteurs, les colons de la Frontière étaient des voyous (*border ruffians*) et même pire, des démons à forme humaine (*demons in human shape*)<sup>42</sup>. La vision idyllique des habitants de l'ouest vers 1880, popularisée ultérieurement dans *La Petite Maison sur la Prairie* de Laura Ingalls Wilder, est le fruit d'un processus de mythification de la Frontière et d'idéalisation de l'histoire mis en place dans les années 1930 et anachronique au moment de la rédaction du rapport.

En 1870, un des problèmes de la Frontière était la question du statut des Indiens, à la fois peuples vaincus et nations dans la nation. En fait, contrairement à ces tribus qui vivaient dans un état de dépendance, les Sioux représentaient encore un problème épineux pour le gouvernement. Leur accord restait nécessaire pour éviter des guerres coûteuses, à la logistique complexe et, sans l'assentiment des tribus, toute colonisation des territoires qu'elles occupaient restait dangereuse. Dans ce contexte eut lieu la visite de Red Cloud à Washington.

Red Cloud était en représentation, au sens diplomatique du terme ; il représentait son peuple à Washington, souhaitait remettre en question certains éléments du traité de fort Laramie de 1868, mais il représentait aussi un spectacle pour les Américains. Cette dualité apparaît tout au long de sa visite. Red Cloud était-il perçu comme un véritable chef d'Etat ou comme une simple curiosité ethnologique du passé ? Par ailleurs, il s'agissait du premier voyage de Red Cloud à Washington ; la délégation indienne, qui ne connaissaient que les blancs de la Frontière, militaires, commerçants et aventuriers, construisait sa propre vision de la capitale et de la puissance de la nation américaine. Vision croisée, ce texte est l'émanation d'un organisme gouvernemental, il donne sa représentation des Indiens mais il reflète aussi la représentation que les Indiens se faisaient des Américains.

Tout d'abord le but majeur du gouvernement était de résoudre tous les problèmes avec les tribus des Plaines, aussi bien les guerres inter-tribales que les guerres intermittentes avec les blancs de la Frontière. Les rapporteurs mentionnent fréquemment dans le discours que le Grand Chef de Washington ne veut que la paix (*The Great Chief in Washington wants only peace*), jusqu'à ce que le lecteur ait l'impression que cette volonté de paix signifie ne plus entendre parler des Indiens par n'importe quel moyen.

Red Cloud est un véritable chef d'Etat, solennel et majestueux, décrit en termes élogieux. Par sa prestance, il devait contribuer à l'avancement de la cause indienne et le passage « d'une législation plus favorable aux Indiens », c'est-à-dire favorable dans l'esprit des rapporteurs :

The advent of Red Cloud, with his heroic bearing, manly speeches, and earnestly successful efforts for peace among his own people on his return home, strengthened the hands of the many friends of the Indians, and, it may fairly be inferred, led to more friendly legislation on their behalf.<sup>43</sup>

---

<sup>41</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.111.

<sup>42</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.83.

<sup>43</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.3. voir aussi documents annexes.

Red Cloud, en visite officielle, n'avait pas le temps pour des broutilles ; il refusa de visiter l'hospice de sourds-muets, considéré encore comme un divertissement à l'époque.<sup>44</sup> Il ne voulait pas non plus être pris en photo en affirmant, de façon sibylline, « ne rien avoir à se mettre » :

General Parker then told them they might go to Brady and have their photographs taken, but Red Cloud said that it did not suit him to do so. When asked why, he said he was not a white man, but a Sioux, and that he was not dressed for such an occasion.<sup>45</sup>

Ces remarques accessoires et futiles prennent dans le texte une place aussi importante qu'un point de négociation territoriale. Il est probable que les rapporteurs les incluaient pour donner un cachet d'authenticité au texte mais on peut aussi y voir la volonté de décrire un chef indien venu dans le but de négocier et non de se distraire, refusant de se donner en spectacle.

La représentation diplomatique de Red Cloud est à voir sous le jour du grand questionnement de la place des Indiens dans la nation américaine, problème que pose le rapport de 1870.<sup>46</sup> Décrites comme des nations internes dépendantes (*domestic dependent nations*) par la Cour Suprême des années 1830, les tribus avaient encore le pouvoir de signer des traités avec le gouvernement des États-Unis, comme des nations étrangères, alors que, par ailleurs, elles se paupérisaient dans des réserves de plus en plus petites et ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins. Malgré la menace que pouvait encore faire peser Red Cloud sur les intérêts des Américains, dans la région qu'il occupait, les rapporteurs étaient conscients de la nécessité de réexaminer le droit indien.

La situation de la tribu de Red Cloud apparaît clairement dans ses demandes, finalement assez pathétiques ; il voulait avant tout à manger pour sa tribu et réclamait des munitions pour la chasse. Il demanda aussi qu'on envoie un télégramme (!) à sa famille pour l'informer qu'il était bien arrivé (*Telegraph to my people, and say that I am safe*<sup>47</sup>), ce qui prouve que la technologie occidentale était connue des Indiens les plus traditionnels. La piste transcontinentale, avec ses forts et son passage d'immigrants, réduisait d'année en année les terrains de chasse. La fermeture de cette piste lui fut accordée surtout parce qu'en 1869 la jonction des compagnies de chemin de fer Union Pacific et Central Pacific permettait un passage sûr vers l'ouest. Les munitions lui seront finalement refusées car le gouvernement se doutait qu'elles pouvaient être utilisées dans les conflits avec les tribus voisines en compétition pour le même territoire, ou contre les colons blancs.

Malgré la menace déclinante que représentait Red Cloud pour Washington, le pouvoir fédéral voulait surtout éviter un mécontentement dans les États de l'ouest où toute action offensive de la part des Indiens aurait été très mal perçue. Pour démontrer aux chefs de la délégation indienne l'inutilité de toute résistance armée, l'administration organisa une visite officielle à l'Arsenal de Washington, là où étaient stockées les armes les plus performantes du pays. L'état-major espérait

<sup>44</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.42.

<sup>45</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.39.

<sup>46</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.143-144.

<sup>47</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.39.



impressionner les Indiens, comme aux premiers temps de la conquête du territoire, lorsque la magie des armes à feu opérait encore. Depuis l'expédition de Lewis et Clark à travers le continent dans les premières années du 19<sup>ème</sup> siècle, la démonstration de l'armement devant les tribus, dont ils traversaient le territoire, servait à démontrer la puissance de la nation conquérante. En 1870, après quelques décennies de guerres indiennes, la démonstration de la supériorité de l'armement américain n'était plus à faire, même les femmes de la délégation sioux savaient parfaitement à quoi s'en tenir en voyant les canons :

Red Cloud and the other Sioux chiefs were to-day, June 4<sup>th</sup>, taken by General Parker to see the arsenal and navy yard. The Secretary of War and the officers of the post received them at the arsenal and did their best, with the materials at their command, to impress their visitors with the powers of the "Great Father". The surprise that was expected to be exhibited by their guests was dissipated, however, when it was observed that the squaws promptly placed their hands over their ears some time before the cannons, which were to be fired for their especial astonishment, were discharged, proving that they knew all about that long ago.<sup>48</sup>

La Guerre de Sécession, avec ses nombreuses inventions militaires, n'avait fait que renforcer le déséquilibre des forces. C'est en connaisseur que Red Cloud évalua les nouveaux modèles de canons, le type de poudre utilisé et leur puissance balistique :

When Red Cloud came to the 15-inch Rodman he carefully took a measurement of the diameter on his fan and hand and the size of the grains of powder used, which elicited their admiration and surprise. Indians do express surprise, notwithstanding the belief to the contrary, as it was plainly shown when the big gun sent its huge shell ricochetting four or five miles down the Potomac River.<sup>49</sup>

C'est alors qu'il réalisa que son peuple, encore souvent armé d'arcs et de flèches (*bows and arrows*<sup>50</sup>) n'avait aucune chance de lutter contre l'avancée des blancs dont les canons avaient une portée de 6 à 8 kilomètres. Il semble qu'il ait pris alors sa décision de coopérer avec Washington et à partir de ce moment, Red Cloud joua un rôle avant tout politique pour son peuple, ce que lui reprochèrent les jeunes guerriers préférant la traditionnelle la lutte armée à la négociation.

Alors que le président Grant affirmait ne vouloir que le bien des Indiens: (*that which is right and good*<sup>51</sup>), certains passages du rapport de 1870 semblent présager un avenir particulièrement négatif pour la protection des réserves. Il est curieux que les rapporteurs aient choisi de reproduire un article du *Republican* vantant la fertilité du Territoire Indien, bien supérieure à celle du Kansas, du Nebraska ou du Missouri (*the prolific character of the soil ... far superior to Kansas, Nebraska, or Missouri*), un pays où « l'herbe reste verte en hiver » (*the grass remains green all winter*), ce qui est pour le moins curieux sous le climat continental des Plaines.<sup>52</sup> On peut penser que cette description dithyrambique était dictée par la volonté des rapporteurs de militer en faveur d'une économie agricole des tribus en remplacement de la chasse. Cependant, de tels arguments publicitaires, courants en cette époque de forte

<sup>48</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.39.

<sup>49</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.39.

<sup>50</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.41.

<sup>51</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.40.

<sup>52</sup> *Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, p.136.

spéculation immobilière sur les terres de l'ouest, allaient attirer les colons vers les terres indiennes. Le territoire de Red Cloud, défini par le traité de Fort Laramie en 1868, allait se morceler dans les années à venir et, en 1890, le Territoire Indien devenait l'Oklahoma ; les tribus n'y conserveraient plus que des enclaves réduites.

\* \* \*

En 1870, au moment de la publication du rapport du *Board of Indian Commissioners*, l'avenir des tribus était discuté par le 41<sup>ème</sup> Congrès qui avait entamé un débat sur le financement des traités en vigueur. Grâce aux acquisitions territoriales des décennies précédentes, les États-Unis dominaient une grande partie du continent nord-américain et l'opinion publique du pays se représentait de plus en plus difficilement les tribus indiennes du pays comme des nations étrangères. Cette dualité dans leur représentation, véritables nations ou populations assistées, est au cœur du rapport de 1870 qui représente Red Cloud comme un chef d'État en visite à Washington alors que les rédacteurs espéraient régulariser la situation des Indiens par leur intégration en tant que citoyens. Au Congrès, de nombreux élus critiquèrent la notion même de traité avec les tribus. Un compromis fut atteint en 1871 : il n'y aurait plus de nouveaux traités avec les Indiens mais ceux déjà signés conserveraient leur validité. Le statut des populations indigènes demeurerait confus. Les tribus qui avaient conclu des traités avec le gouvernement américain étaient souveraines, mais on leur refusait dorénavant d'utiliser toutes les prérogatives normalement liées à cette condition.

Parallèlement, le langage infantile, comme le terme de « Grand Père » pour désigner le président des États-Unis, courant dans les affaires indiennes pendant une bonne partie du 19<sup>ème</sup> siècle, tombait en désuétude. En 1870, ce langage n'était déjà plus utilisé pour traiter avec les tribus acculturées comme les Cherokees, signe d'une normalisation de la représentation de l'Indien, de plus en plus anglophone.

Dans cette période charnière entre 1870 et 1890, l'insécurité objective, le danger que représentaient les Indiens, allait graduellement diminuer. Un événement phare frappa l'opinion publique pendant la fête du centenaire de la nation, en 1876. Quelques tribus sioux, sans que la participation de Red Cloud ne soit attestée, massacraient le Général Custer à Little Big Horn avec 215 de ses soldats du 7<sup>ème</sup> régiment de cavalerie. Ce fut la dernière victoire indienne sur le sol des États-Unis. La fin de l'insécurité objective ne signifiait pas pour autant la fin de l'insécurité de la représentation. Alors qu'en réalité les Indiens, en voie de disparition, se paupérisaient et que le discours gouvernemental les représentait plus que jamais comme des pupilles qu'il fallait administrer, la mythification de l'histoire de l'ouest allait les englober dans le spectacle nostalgique du *Wild West Show* de Buffalo Bill dans lequel ils devenaient acteurs de leur passé récent. Dès 1883, de nombreux Sioux en faisaient partie et attaquaient des diligences, des pionniers et la cavalerie, figeant une représentation stéréotypée de l'Indien tout en renforçant ses caractéristiques de guerrier féroce et intelligent, ennemi valable digne de sont conquérant.

D'autres représentations de l'Indien allaient suivre. Elles étaient toujours tributaires de techniques de représentation manipulatrices, la norme étant toujours le filtre principal corrigeant la vision de l'Autre. L'ethnologie, devenue science universitaire

dans les années 1880, chercha à limiter ce handicap, d'abord par la mise en place de protocoles régissant les observations sur le terrain, puis à l'aide de la linguistique, qui aux États-Unis prenait avant tout pour sujet d'étude les langues amérindiennes. Elle allait partiellement neutraliser le filtre imposé par la traduction et permettre une transcription plus fidèle du discours indien.

### Sources primaires

*Annual report of the Board of Indian Commissioners*, 1870, Submitted by Colyer, Secretary of the Board, to Delano, Secretary of the Interior, to the President of the United States, to the Senate and House of Representatives, U.S Microforms, Clearwater Publishing Company.

First Lincoln-Douglas Debate, Ottawa, August 21, 1858.

Third Lincoln-Douglas Debate, Jonesboro, September 15, 1858.

Sixth Lincoln-Douglas Debate, Quincy, October 13, 1858.

Traité de Fort Laramie de 1868, numérisé par The Avalon Projet at Yale Law School  
<http://www.yale.edu/lawweb/avalon/ntreaty/ntreaty.html>

### Bibliographie

Krech, Shepard III, *The Ecological Indian. Myth and History*, New York: Norton, 1999.

Larson, Robert W., *Red Cloud, Warrior-Statesman of the Lakota Sioux*, Norman : University of Oklahoma Press, 1997.

Prucha, Francis Paul, *American Indian Treaties, The History of a Political Anomaly*, Berkeley : University of California Press, 1994-1997.

Prucha, Francis Paul, *The Great Father, The United States Government and the American Indians*, Lincoln and London : University of Nebraska Press, 1984-1995.

Spicer, Edward, *Cycles of Conquest*, Tucson : University of Arizona Press, 1962-1989.

Stephanson, Anders, *Manifest Destiny, American Expansion and the Empire of Right*, New York : Hill and Wang, 1995-1999.

Utley, Robert M., *The Indian Frontier of the American West 1846-1890*, Albuquerque : University of New Mexico Press, 1984-1993.